La recherche et la technologie, enjeux de puissance par
David W. Versailles, Valérie Mérindol, Patrice
Cardot

Economica, 2003

Jean-Benoît Zimmermann

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/319>

DOI : 10.4000/economiepublique.319

ISSN : 1778-7440

Éditeur

IDEP - Institut d'économie publique

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2004

ISSN : 1373-8496

Référence électronique

Jean-Benoît Zimmermann, « *La recherche et la technologie, enjeux de puissance* par David W. Versailles, Valérie Mérindol, Patrice Cardot », *Économie publique/Public economics* [En ligne], 13 | 2003/2, mis en ligne le 04 janvier 2006, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/319> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economiepublique.319>

économie publique

études et recherches

Revue de l'Institut d'Économie Publique

Deux numéros par an

n° 13 - 2003/2

économiepublique sur internet : www.idep-fr.org > Publications

© Institut d'économie publique – IDEP

Centre de la Vieille-Charité

2, rue de la Charité – F-13002 Marseille

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en France.

La revue **économie**publique bénéficie du soutien du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

ISSN 1373-8496

Dépôt légal en cours

David W. Versailles

Valérie Mérindol

Patrice Cardot

La recherche et la technologie, enjeux de puissance

Économica, 2003

Jean-Benoît Zimmermann *

Cet ouvrage collectif est consacré à l'analyse des relations entre activités de recherche et technologie, d'une part, et puissance des États-nations d'autre part, cette dernière étant entendue au sens où la définit Raymond Aron, à savoir « la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté à d'autres unités ». On peut s'interroger à juste titre sur la volonté affichée des auteurs de se démarquer d'une approche plus traditionnelle de la relation entre recherche et Défense. La raison de ce choix réside dans la nécessité, avec la fin de la guerre froide, d'élargir cette relation à l'ensemble des moyens susceptibles d'assurer la souveraineté et la capacité d'action des États. Au cœur de cette approche renouvelée, le passage « du concept de Défense à celui de Sécurité rend le rapport plus étroit entre la recherche et la technologie (R&T) et la puissance ». La notion de Sécurité doit être entendue ici non seulement comme la capacité à défendre l'intégrité d'un territoire, mais comme visant « à prévenir toute atteinte à la liberté de décisions et d'action, individuelles ou collectives, à l'intérieur d'une nation ou d'un ensemble de nations qui partagent les mêmes valeurs ». Les risques qu'il s'agit ici de prévenir concernent en particulier « la prolifération technologique, le terrorisme biologique ou chimique et le développement non maîtrisé de projets scientifiques »...

Dès lors que l'objectif poursuivi n'est plus seulement relatif à la recherche d'une supériorité technologique dans la mise au point et la production d'armement, le champ de maîtrise scientifique et technologique concerné s'élargit et les cloisonnements se relativisent entre recherche et technologie civile et militaire, publique et privée. Le pilotage d'un tel objectif se conçoit dès lors comme celui d'un système d'innovation, à savoir un processus collectif d'apprentissage et de diffusion, dans lequel les systèmes d'interaction entre acteurs concernés jouent

*. IDEP-GREQAM. Centre de la Vieille-Charité, 2 rue de la Charité, 13002 Marseille.
Courriel : jbenoit@ehess.univ-mrs.fr

un rôle éminemment stratégique. La question se pose alors de comprendre comment un tel pilotage peut être envisagé dans un contexte de retrait de l'État en matière de financement de grands programmes de R&T ? Par ailleurs, la nécessité d'une telle approche globale renvoie également à la dimension européenne qui se heurte encore à la difficile mise en cohérence des stratégies nationales et des doctrines de l'intervention publique. L'objectif de l'ouvrage est de proposer des analyses et de contribuer à éclairer ces grands débats, mais aussi d'aborder la difficile question de l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques, sur la base d'approches comparées entre pays (principalement France, Royaume-Uni et États-Unis) et d'études de cas plus spécifiques. La possibilité de trouver des réponses au niveau de l'Union européenne est alors étudiée par les auteurs, qui soulignent toutefois que « si l'Europe est la solution, toute solution à ce niveau n'est pas automatiquement pertinente ».

L'ouvrage est structuré en sept chapitres, chacun d'eux étant agrémenté d'un complément de nature empirique, statistique ou d'une étude de cas, ayant pour objet d'illustrer le propos ou d'apporter un ensemble de précisions chiffrées.

Le premier chapitre est consacré aux acteurs, à travers une réflexion sur le concept de « base technologique et industrielle de Défense (BITD) », qui désigne « les entreprises qui dépendent des budgets publics relatifs à l'approvisionnement ou à l'équipement de la Défense », autrefois désignées sous le vocable « complexe militaro-industriel ». Il pose la question de la pertinence de ce concept une décennie après la fin de la guerre froide (et de baisse des investissements de Défense), dans le cadre d'un élargissement du champ d'action de la Sécurité, vis-à-vis duquel les événements du 11 Septembre 2001 resteront le symbole d'un nécessaire virage. La nécessité de restructuration de l'appareil industriel lié à la Défense s'accompagne d'une croissante imbrication entre technologies civiles et technologies militaires, qui implique de penser d'une manière radicalement différente la dualité entre les deux sphères, en prenant appui sur une logique principalement industrielle.

Le chapitre suivant questionne le retard technologique entre l'Europe et les États-Unis, tant sur le plan civil que militaire. Les auteurs rappellent le poids prépondérant des États-Unis dans les dépenses d'équipement de Défense et plus encore dans les dépenses de recherche et développement. Ces efforts motivés principalement par la guerre froide ont abouti à une supériorité technologique américaine, avec une très forte préoccupation relative au risque d'appropriation des technologies par des puissances étrangères et donc un contrôle drastique des transferts de technologie. La volonté affichée des Européens de tendre vers un rattrapage technologique se heurte toutefois au fait que l'origine du « *gap* » ne peut être réduite aux seuls aspects du financement, mais est également à rechercher dans des problèmes d'organisation des marchés (notamment de leur cloisonnement) ainsi que dans des problèmes de nature plus institutionnelle comme la

faiblesse du lien entre science, État et industrie, dans une optique d'innovation, ou dans l'absence de vision stratégique des politiques publiques.

Le troisième chapitre est ainsi consacré aux positionnements respectifs des politiques d'innovations civile et militaire. À ce sujet, les auteurs s'emploient à préciser la spécificité des innovations militaires et notent que le caractère dual des technologies s'accroît avec le passage au concept de Sécurité. La R&T n'est *a priori* ni civile ni militaire, mais peut être considérée comme telle, d'une part, en raison de ses sources de financement et surtout, d'autre part, en raison des processus de développement dans lesquels elle s'intègre. Depuis la deuxième guerre mondiale, les priorités et les modalités des politiques d'intervention publique en la matière ont évolué et débouché, depuis la chute du Mur de Berlin, sur une variété de modèles. Elles doivent aujourd'hui être repensées dans l'optique d'une effective coordination entre politiques civile et militaire d'innovation.

C'est en ce sens que le quatrième chapitre insiste sur la nécessaire qualité des dispositifs d'interaction et de coordination au sein des systèmes d'innovation et notamment entre pouvoirs publics et acteurs non gouvernementaux : entre État, science et industrie, entre recherche militaire et recherche civile. L'étude comparée de ces interactions en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis permet de dégager un certain nombre d'enseignements, notamment en termes de politiques de transferts entre sphères militaire et civile. Mais ceux-ci ne peuvent pour autant suffire à définir des politiques de dualité et à se substituer aux nécessaires efforts de coopération entre les communautés scientifiques et techniques ni aux travaux de prospective scientifique et technologique autour desquels doit se structurer l'effort et s'organiser la coopération.

Sur cette base, le chapitre 5 témoigne de la nécessité de dissocier le problème du financement de la logique du financement des programmes d'armement dans le contexte du complexe militaro-industriel. La recherche du partage des dépenses entre fonds publics et fonds privés, appuyée sur une mise en valeur des synergies entre les deux sphères, ne relève pas de l'évidence, dans la mesure où elle suppose une mise en cohérence de logiques différentes, dont la convergence ne va pas de soi. Le lecteur est par conséquent renvoyé à une interrogation fondamentale qui émergeait déjà des deux précédents chapitres : « la confrontation entre la logique micro-économique de la firme et la logique budgétaire des pouvoirs publics renvoie de façon irréductible au thème fondamental de la gouvernance de l'innovation ».

En conséquence, les deux derniers chapitres examinent le rôle, les perspectives et les enjeux que le niveau européen peut jouer, ouvrir et assumer dans une telle problématique. Mais pour pouvoir trouver une issue au plan européen, encore faut-il affronter le « *gap* » dont souffrent les pays du Vieux Continent, non seulement en termes technologiques, mais aussi en termes politiques et stratégiques, en

termes structurels, macroéconomiques et financiers, et institutionnels, enfin. C'est la condition *sine qua non* pour penser et construire les enjeux de la « puissance européenne » : Stabilité et Sécurité, autour d'une finalité clarifiée.

Pourtant, l'Union européenne dispose déjà d'une certaine expérience en matière de R&T communautaire, y compris dans le domaine de la Défense. C'est sur cette expérience et sur la cohérence politique et stratégique communautaire que l'Europe peut envisager de poursuivre son ambition de puissance et de mettre en place, à cet effet, une véritable dynamique communautaire de R&T. Dans cet optique l'ouvrage propose une ensemble d'initiatives de court terme, ainsi que leur agenda, de manière à parvenir à une clarification des modalités souhaitables de la coopération et de leur articulation avec les missions de l'OTAN.

Pas de conclusion à l'ouvrage, mais un glossaire pour « apporter un éclairage synthétique sur les concepts, méthodes et instruments qui figurent dans le présent ouvrage » et une post-face de Rémi Barré, Professeur Associé au CNAM et précédemment directeur-fondateur de l'OST (Observatoire des Stratégies Technologiques), qui vise à dégager quelques perspectives d'action en matière de recherche de Défense.

En bref, un ouvrage utile qui permet de rompre avec les schémas périmés, mais encore très prégnants, du complexe militaro-industriel. Cet ouvrage a l'immense mérite de décrypter clairement la situation contemporaine et de présenter les enjeux pour la décennie à venir. Son absence de conclusion n'est, ici, pas un hasard, car il s'agit pour les auteurs d'apporter les bases d'un débat qui reste à mener sérieusement, au plan national et à l'échelle européenne. Il faudrait qu'il soit lu, étudié et débattu, tant par les cadres du ministère de la Défense que par les responsables stratégiques des entreprises directement concernées. Mais il faudrait aussi qu'il soit sérieusement pris en compte par les institutions en charge de politiques d'innovation, de recherche et de technologie, tant il est évident à la lecture de ce livre, qu'un tel débat ne peut se cantonner à la seule sphère du militaire et de l'armement.

La Recherche et la technologie, enjeux de puissance, David W. Versailles, Valérie Mérindol et Patrice Cardot. Préface de l'Ingénieur Général de l'Armement Gérald Boisrayon. Economica 2003, 328 pages, ISBN 2-7178-4503-3, 30 Euros.